

Arrestation de trois employés d'une ONG étrangère au Burundi

@rib News, 11/10/2018 – Source AFP Trois employés de l'International Rescue Committee ont été arrêtés mercredi dans l'ouest du Burundi pour avoir violé l'interdiction de travailler frappant les ONG étrangères dans ce pays depuis le 1er octobre, ont annoncé jeudi les autorités burundaises.

"Hier à 14H30 (12H30 GMT), sur l'information de l'administration, la police de Muyinga a surpris trois agents de l'IRC au travail alors qu'on a interdit le travail des ONG", a annoncé à la presse le porte-parole du ministère de la Sécurité publique, Pierre Nkurikiye. "Tous étaient au service sans dérogation spéciale, ils sont sous interrogatoire", a-t-il précisé, ajoutant que ces trois employés, un Congolais et deux Burundais, ont été arrêtés aux bureaux de l'IRC à Muyinga. Les arrestations ont été confirmées de sources diplomatique et administrative. L'IRC, une des plus importantes ONG étrangères au Burundi, n'a pas souhaité commenter l'information. Le Conseil national de sécurité du Burundi a décidé fin septembre de suspendre pendant trois mois les activités des ONG étrangères dans le pays, jusqu'à ce qu'elles mettent en application une nouvelle loi contrôlant strictement leurs opérations dans le pays. Ces ONG peuvent reprendre le travail si elles signent et déposent quatre documents préparés par le pouvoir burundais, a plus tard précisé le ministre de l'Intérieur Pascal Barandagiye, notamment un engagement leur imposant de placer le tiers de leur budget sur un compte ouvert à la banque centrale. Les ONG qui ne seront pas en règle au bout de ces trois mois seront "radiées définitivement", a menacé le ministre. Jusqu'à présent, seules 4 ONG étrangères sur les quelque 130 recensées dans le pays avaient déjà déposé les documents exigés, selon le ministère de l'Intérieur. Les ONG étrangères, qui se concertent pour apporter une réponse commune, selon une source humanitaire, sont réticentes à signer le document sur la réglementation financière, qui les mettrait sous le contrôle direct du pouvoir, ainsi qu'un autre sur les équilibres ethniques parmi leurs employés locaux. Selon cette même source, ces arrestations "sont sans doute un signal lancé aux ONG pour leur dire que le gouvernement est décidé à faire respecter sa décision". Un haut responsable burundais a pour sa part indiqué sous couvert de l'anonymat que l'effet de la suspension des ONG étrangères se fait sentir dans ce pays parmi les plus pauvres au monde où entre 50 et 80% de l'aide internationale passe par ces organisations. Le Burundi est en crise depuis que le président Pierre Nkurunziza a annoncé en avril 2015 sa candidature à un troisième mandat controversé. Sa réélection en juillet de la même année a déclenché une crise qui a fait au moins 1.200 morts et déplacé plus de 400.000 personnes. Ces violences ont poussé la Cour pénale internationale (CPI) à ouvrir une enquête.

(adsbygoogle = window.adsbygoogle || []).push({});